

**Délégation Régionale Paris IDF CENTRE NORD**

Marché n°

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
COMMUN AUX DEUX LOTS**

**(CCAP)**

Accord cadre relatif à la maintenance préventive, corrective et évolutive des installations de chauffage, de climatisation, de ventilation mécanique contrôlée et de production d'eau chaude sanitaire des sites Cochin et PARCC-HEGP rattachés à la Délégation Régionale Inserm Paris IDF CENTRE NORD

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>4</b>
1.1. Consistance des prestations .....	4
1.2. Allotissement .....	4
1.3. Code nomenclature concerné .....	4
<b>ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 : DETERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>7</b>
6.1. Monnaie, forme et teneur du prix .....	7
6.1.1. Prestations forfaitaires .....	7
6.1.2. Prestations à prix unitaires sur bon de commande.....	8
6.1.3. Prix initiaux .....	8
6.2. Variation des prix .....	8
6.2.1. Modalités de calcul des prix révisés.....	8
6.2.2. Valeur limite du montant des pièces détachées incluses au forfait.....	9
6.2.3. Modalités de transmission des prix révisés .....	9
6.2.4. Modalités d'acceptation des prix révisés .....	9
6.3. Clause de réexamen .....	10
<b>ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
7.1. Prestations forfaitaires .....	10
7.2. Prestations unitaires .....	10
7.2.1. pièces justificatives .....	10
7.2.2. bons de commandes .....	11
7.3. Clause de revoyure : Modification du périmètre du marché.....	11
<b>ARTICLE 8 : MISE EN PLACE DU MARCHE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9 : OPERATIONS DE VERIFICATION .....</b>	<b>12</b>
9.1. Déroulement des opérations de vérification .....	12
9.2. Décisions après vérification .....	13
9.3. Cas particulier des zones sensibles .....	13
<b>ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION .....</b>	<b>14</b>
10.1. Périodicité d'envoi des factures.....	14
10.2. Teneur des factures .....	14
10.3. Adresse des factures .....	15
<b>ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>15</b>
11.1. Délai global de paiement.....	15

11.2. Ordonnateur et comptable assignataire .....	16
<b>ARTICLE 12 : PENALITES .....</b>	<b>16</b>
12.1. Maintenance préventive .....	16
12.2. Maintenance corrective et évolutive .....	17
12.3. Reporting annuel de la performance sociale .....	17
12.4. non respect des obligations environnementales.....	17
<b>ARTICLE 13 : ASSURANCE.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>18</b>
14.1. Obligation de déclaration des sous-traitants.....	18
14.2. Obligations des sous-traitants.....	19
<b>ARTICLE 15 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>19</b>
15.1. Suivi de l'utilisation efficace de l'énergie .....	19
15.2. Politique d'achat .....	19
15.3. Gestion de la traçabilité des déchets.....	19
15.4. Déplacements.....	19
<b>ARTICLE 16: CLAUSE DE PERFORMANCE SOCIALE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 18 : LITIGES .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 19 : RESILIATION.....</b>	<b>21</b>
19.1. Résiliation à la demande de l'Inserm.....	21
19.1.1. Retards, insuffisances, interruptions .....	21
19.1.2. Autres cas.....	21
19.2. Résiliation à la demande du titulaire : Force majeure.....	22
<b>ARTICLE 20 : REMISE DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 21 : GARANTIE.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 22 : CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>23</b>

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE**

### **1.1. Consistance des prestations**

Le présent accord cadre a pour objet l'exploitation et la maintenance préventive, corrective, et évolutive des installations de chauffage, de climatisation, de ventilation mécanique contrôlée, et de production d'eau chaude sanitaire des installations des sites COCHIN et PARCC HEGP rattachés à la DR PARIS IDF CENTRE NORD de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm).

Les sites concernés sont les suivants :

- HOPITAL HEGP – PARCC Unité 970
  - Bâtiment Lépine : 56, rue Leblanc – 75015 Paris
- HOPITAL COCHIN / PORT ROYAL
  - Bâtiment Méchain : 22, rue Méchain 75014 Paris
  - Bâtiment Cassini : 123, bd de Port-Royal 75014 Paris

Une liste non exhaustive des principaux équipements concernés par ce marché et des prestations associées est fournie dans le CCTP et ses annexes.

Dans le cadre de ce marché à obligations de résultats, la réalisation complète des objectifs, décrits dans le CCTP, constitue une obligation essentielle du titulaire. Ce dernier a alors le choix de la définition et de l'utilisation des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs. Dans les cas où les objectifs ne seraient pas totalement atteints, des pénalités sont appliquées.

L'ensemble des préconisations mentionnées dans le CCTP constitue un minimum requis et le titulaire est invité à proposer les compléments qu'il juge utile dans le cadre de l'obligation de résultats à laquelle il doit répondre. La consistance des prestations, fournitures, leurs spécifications et les modalités d'exécution sont contenues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.2. Allotissement**

Le marché est alloti et comprend deux lots, distingués en fonction de leur répartition géographique, de la façon suivante :

- Lot n° 1 : Maintenance CVC site PARCC HEGP
- Lot n° 2 : Maintenance sites COCHIN / PORT-ROYAL

### **1.3. Code nomenclature concerné**

Le numéro de référence de la nomenclature en vigueur à l'Inserm est le suivant :

BE.15	REPAR. ET MAINTENANCE EQUIPMTS CLIMATISATION, VENTILATION, CHAUFFAGE, RESERVOIRS
-------	--

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre de priorité suivant :

Pour chaque lot :

- l'Acte d'Engagement (A.E) et son annexe 1 « bordereau de prix »;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) daté dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Inserm fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
  - 
  - o annexe 1 « gammes de maintenance » communes aux deux lots;
  - o annexe 2 « conditions d'installation des nouveaux équipements » communes aux deux lots ;
  - o annexe 3 « liste des matériels à entretenir » propre à chaque lot ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021);
- le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules conformément au décret n° 90-617 du 12 juillet 1990 ;
- le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU), tel qu'il est défini dans la circulaire du Ministre de l'Economie du 16 octobre 1980 ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, DTU, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique basé sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de la réception de l'offre.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE**

Le marché est un accord-cadre sans montant minimum et avec un montant maximum annuel par lot.

Chaque lot du marché comprend :

- une part forfaitaire annuelle.
- et une part s'exécutant par l'émission de bons de commande.

Pour le lot 1 le montant maximum annuel du marché est de 750 000 € HT

Marché n° - CCAP

Pour le lot 2 le montant maximum annuel du marché est de 600 000 € HT

#### **ARTICLE 4 : DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une durée de un (1) an à compter de la date de début d'exécution prévu dans l'ordre de service, reconductible trois (3) fois par période de 12 mois par tacite reconduction, sans toutefois excéder une durée totale de quatre ans.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non reconduction du marché, la personne responsable des marchés en informe le titulaire par écrit TROIS MOIS (3) avant la fin de la période d'exécution en cours.

La décision de non reconduction est notifiée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

#### **ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION**

Les délais d'exécutions sont fixés :

- dans le CCTP et ses annexes pour les prestations forfaitaires ;
- le délai d'exécution de chaque bon de commande est fixé à 4 mois maximum à compter de sa notification au titulaire.

La prolongation des délais prévue à l'article 13.3 du CCAG-FCS est accordée par la déléguée régionale ou son représentant dûment habilité.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai maximal de 7 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacle au respect du délai contractuel, sont apparues.

La délégation régionale, dispose d'un délai maximal de 15 jours pour notifier sa décision.

## **ARTICLE 6 : DETERMINATION DES PRIX**

### **6.1. Monnaie, forme et teneur du prix**

La monnaie de référence au présent marché est l'euro.

Le marché est traité à prix forfaitaires et unitaires.

Les prix du marché sont HT, et réputés établis en tenant compte :

- des sujétions liées à l'exécution des prestations en milieux occupés ;
- des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes ;
- des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- de l'obligation de se conformer aux consignes et règlements relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'établissement dans lequel les prestations sont effectuées ;
- de l'application de l'article 10.1.3. du CCAG-FCS.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est celle en vigueur au moment du fait générateur.

#### **6.1.1. Prestations forfaitaires**

Les prestations décrites ci-dessous font l'objet d'un prix global et forfaitaire qui figure dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement sont :

- Prestations de maintenance préventive de niveau 1 à 3 telles que décrites dans le CCTP et conformément aux gammes de maintenance définies en annexe 1 du CCTP ;
- Les prestations d'astreinte sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;
- La vérification de l'étanchéité des réseaux de fluides frigorifiques ;
- La production et la mise à jour des documents (art. 6.3. du CCTP) ;
- L'évacuation et la destruction des déchets liés à l'ensemble de ces prestations (art. 5.5.10. du CCTP) ;
- Le nettoyage des locaux et matériels (art. 5.5.11 du CCTP) ;
- Les missions de conseil à l'Inserm Paris IDF CENTRE NORD (art. 1.4. du CCTP) ;
- Le titulaire fournit pour l'exécution des prestations préventives les consommables et pièces détachées dont le prix unitaire est inférieur à 100 € HT :
  - l'ensemble des filtres : filtres primaires (de type F et G) situés dans les centrales d'air, les filtres de ventilos et filtres HEPA ;
  - appoint d'huile ;
  - visserie ;
  - petites pièces détachées ;
  - fusibles ;
  - voyants ;
  - produits d'entretien ;
  - outillage ;
  - filtre des circuits hydrauliques.

- Prestations de Maintenance corrective, pièces et main d'oeuvre lorsque le prix total des fournitures et des pièces nécessaires à la réparation est inférieure ou égal à 100 € HT.

### 6.1.2. Prestations à prix unitaires sur bon de commande

Les prestations à prix unitaires commandées sur bons de commande concernent les prestations de maintenance corrective lorsque le prix total des fournitures et des pièces nécessaires à la réparation est strictement supérieur à 100 € ht et les prestations de maintenance évolutive (aménagement ou renouvellement des installations) ;

Ces prestations sont établies sur la base :

- de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées selon le bordereau de prix figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement pour la livraison et la fourniture des matériels (grutage compris) prévus dans le bordereau de prix auxquels s'ajoute le coût de l'unité d'œuvre figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement correspondante ;
- En cas de fourniture de matériels non prévus dans le cadre du bordereau de prix, les prestations sont établies sur la base d'un devis accepté par l'Inserm et comprenant les prix unitaires d'acquisition des fournitures et matériels appliqués aux quantités réellement exécutées auxquels s'ajoutent le coût de l'unité d'œuvre prévu dans le cadre de l'annexe 1 de l'acte d'engagement correspondante.

Ces prix sont ensuite remisés suivant des tranches définies à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

### 6.1.3. Prix initiaux

Les prix initiaux du marché figurent dans l'acte d'engagement.

Ils sont basés sur les conditions économiques en vigueur à la date limite de réception des offres, soit le mois de **JUILLET 2025**. Ce mois est appelé mois zéro ( $M_0$ ).

## 6.2. Variation des prix

Les prix du marché sont fermes la première année, puis ils pourront être révisés selon les conditions ci-dessous :

### 6.2.1. Modalités de calcul des prix révisés

Les prix fixés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement sont révisables à la date anniversaire de démarrage des prestations, par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left( \frac{I_m}{I_0} \right)$$

$P_0$  : Prix initial du marché

$P_r$  : Prix révisé

$I_m$  : Valeur de l'indice de référence définitif publié le plus récemment à la date de demande de la révision des prix



$I_0$  : Valeur de l'index de référence du mois de remise des offres.

La valeur de l'index de référence pour la révision des prix du marché public est la suivante : BT.41 – Ventilation et conditionnement d'air – Base 2010 – Identifiant Insee : 001710974.

Tout calcul effectué à l'intérieur de la formule de révision est arrêté à la quatrième décimale ; le coefficient obtenu est limité à trois décimales après arrondissement par défaut lorsque la quatrième décimale est inférieure à 5, par excès dans les autres cas.

### **6.2.2. Valeur limite du montant des pièces détachées incluses au forfait**

En ce qui concerne la valeur limite du montant des pièces détachées incluses au forfait, soit 100 euros HT, elle ne sera pas révisée.

### **6.2.3. Modalités de transmission des prix révisés**

Le titulaire de chaque marché envoie, un mois avant la date anniversaire de démarrage des prestations, sa proposition de révision calculée selon la formule ci-avant, en mentionnant obligatoirement les éléments suivants :

- la formule paramétrique concernée indiquée à l'article 6.2.1 ci-avant ;
- la décomposition complète du calcul aboutissant à l'établissement du coefficient multiplicateur ;
- la date et la valeur des indices concernés  $I_0$  ;
- la date et la valeur des indices concernés  $I$  ;
- la valeur du prix  $P_0$  ;
- la valeur du prix révisé  $P$ .

Les informations ci-dessus sont envoyées à :

**Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD**  
**Service achats**  
**Immeuble Kadence**  
**86, rue Regnault – 75013 PARIS**

Ou par mail à l'adresse suivante : [achats.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:achats.dr-idfcn@inserm.fr)

### **6.2.4. Modalités d'acceptation des prix révisés**

L'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD dispose d'un mois pour accepter les prix révisés. Le silence vaut acceptation de la proposition de prix révisés transmis par le titulaire. Dans ce cas, la révision prend effet à la date anniversaire prévue à l'article 4 ci-avant.

En cas d'erreur sur la proposition transmise, l'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD informe par écrit le titulaire de sa décision de rejet. Dans ce cas, les anciens prix sont reconduits jusqu'à l'acceptation des nouveaux prix. L'acceptation n'a pas d'effet rétroactif.

### **6.3. Clause de réexamen**

Dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- modifications de locaux ou aménagements immobiliers,
- changements dans le nombre d'équipements à entretenir ou à réparer,
- adjonction ou la suppression d'un site en cas de changement d'affectation domaniale ou de transfert d'une délégation régionale à une autre.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à s'entretenir pour discuter de l'incidence financière des modifications à apporter.

En cas d'accord, la demande de révision est acceptée et prend la forme d'un avenant.

## **ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les présents marchés s'exécutent par émission de bons de commande.

### **7.1. Prestations forfaitaires**

La notification de chaque lot au titulaire vaut notification du bon de commande pour les prestations forfaitaires.

Les prestations s'exécutent dès la date indiquée sur l'ordre de service, pour la durée fixée à l'article 4 ci-avant.

### **7.2. Prestations unitaires**

#### **7.2.1. pièces justificatives**

Les interventions de maintenance avec fourniture d'un montant unitaire inférieur à 100 € HT font l'objet d'un récapitulatif mensuel sur lequel figurent les informations obligatoires mentionnées à l'article 6.3.2. du CCTP. Ce rapport mensuel est transmis au 10 de chaque mois au responsable immobilier de la délégation régionale Paris IDF CENTRE NORD (cf.art.6.3.8 du CCTP)

Les interventions de maintenance avec fourniture d'un montant unitaire supérieur à 100 € HT et les interventions de maintenance évolutive font l'objet d'un devis détaillé conformément aux dispositions de l'article 5.2.3. du CCTP avec notamment la décomposition du prix des fournitures et mention de l'unité d'œuvre concernée.

Ce devis est transmis à la délégation régionale Paris IDF CENTRE NORD dans un délai de trois (3) jours à compter de la date et l'heure d'intervention.

En cas de refus, le projet est abandonné.

### **7.2.2. bons de commandes**

Les bons de commande des prestations unitaires sont adressés au titulaire par la déléguée régionale ou son représentant dûment habilité. Ils sont établis sur la base du devis présenté par le titulaire après validation de celui-ci par la déléguée régionale ou son représentant dûment habilité.

Les prix applicables pour les prestations de maintenance correctives et évolutive objet d'un devis sont conformes au bordereau des prix annexé au présent marché.

Les bons de commandes pour les prestations unitaires, peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Chaque bon de commande pour les prestations unitaires comporte les renseignements suivants :

- la référence au présent marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date du bon de commande ;
- l'émetteur du bon de commande ;
- l'objet de la prestation commandée ;
- la référence du devis ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- le destinataire de la commande ;
- l'adresse de livraison ;
- l'adresse de facturation ;
- le montant unitaire HT des fournitures tel qu'il figure dans le bordereau des prix ;
- la quantité des fournitures ;
- le montant total des fournitures ;
- le coût horaire HT de la main d'œuvre selon tel qu'il figure dans le bordereau des prix ;
- le nombre total d'heures de main d'œuvre ;
- le coût total HT de la main d'œuvre selon tel qu'il figure dans le bordereau des prix ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Ils sont signés par une personne dûment habilitée par l'ordonnateur de la dépense.

### **7.3. Clause de revoyure : Modification du périmètre du marché**

En cas de modification, suppression ou extension des équipements, un avenant est conclu.

Le nouveau prix sera déterminé dans un devis établi par le titulaire et accepté par le pouvoir adjudicateur, par analogie avec les installations existantes similaires et en fonction des caractéristiques de la nouvelle installation si elle est unique.

En cas de changement de réglementation, le titulaire doit proposer à l'administration de la délégation régionale, les adaptations au présent contrat et les conditions financières de ces évolutions.

## **ARTICLE 8 : MISE EN PLACE DU MARCHÉ**

Pour chaque marché, sitôt le marché notifié au titulaire :

- il sera procédé à la présentation des interlocuteurs de chacune des parties et à la rédaction du plan de prévention des risques ;
- les modalités d'accès et d'intervention sur les installations seront portées à la connaissance du titulaire ;
- le titulaire aura deux mois pour émettre des réserves sur l'état du parc des installations objet du présent marché. Il les présentera sous la forme d'un rapport circonstancié tel que prévu dans l'article 6.3.3. du CCTP.

## **ARTICLE 9 : OPERATIONS DE VERIFICATION**

L'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD se réserve la possibilité de faire réaliser les opérations de vérification prévues ci-dessous par des services extérieurs ou par ses propres services.

### **9.1. Déroulement des opérations de vérification**

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de chaque marché.

Elles sont effectuées en relation avec le titulaire, de manière contradictoire sur des zones choisies de manière aléatoire à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive ;
- l'état des installations et des équipements entretenus ;
- la qualité des comptes-rendus d'intervention ;
- la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique.

Le CCTP des présents marchés et leurs annexes précisent les modalités de vérification (essai de fonctionnement, contrôles en cours d'intervention ou à la fin d'intervention, mesure de l'indisponibilité, etc...). Il précise, pour les essais prévus (essais de fonctionnement, essais pour la vérification des résultats), leur nature et leur périodicité.

Un défaut dans l'exécution des prestations donnera lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

## **9.2. Décisions après vérification**

Les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le responsable immobilier de l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD ou son représentant dûment habilité chargé des opérations d'exploitation et de maintenance.

En cas de désaccord sur les résultats des opérations de vérifications quantitative et/ou qualitative effectuées par l'Inserm, le titulaire doit informer l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD , par écrit et au plus tard dans les huit jours ouvrables suivants (sauf urgence particulière où le délai est ramené à deux jours). A réception de ce document, l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD disposera d'un délai maximal de quinze jours ouvrables pour faire connaître sa réponse au titulaire.

Les obligations prévues aux différents articles s'appliquent à l'ensemble du personnel du titulaire et/ou des fournisseurs.

## **9.3. Cas particulier des zones sensibles**

Les contrôles afférents aux zones sensibles (animalerie, laboratoire et chambres froides conformément à la liste établie dans les annexes au CCTP du marché concerné) seront soumis à l'autorisation préalable des utilisateurs de chaque zone. Tout manquement constaté pourra faire l'objet, de la part des différents intéressés d'une éventuelle demande de remplacement de personnel (article 5.4.2 du CCTP). Dans cette éventualité, tout nouveau personnel sera soumis aux mêmes conditions que celles décrites au CCTP.

## **ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION**

### **10.1. Périodicité d'envoi des factures**

Pour les prestations forfaitaires, le titulaire envoie à l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD une facture trimestrielle correspondant au quart du montant annuel forfaitaire indiqué en annexe n°1 à l'acte d'engagement. Les factures sont remises au début de chaque trimestre, pour les prestations effectuées le trimestre précédent.

Pour les prestations unitaires, le titulaire envoie après service fait, à l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD la facture correspondant au bon de commande qu'il a exécuté.

### **10.2. Teneur des factures**

Les factures sont libellées au nom de INSERM – Délégation Régionale PARIS IDF Centre Nord et indiquent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- la référence du présent marché et le lot correspondant qui correspond au numéro de marché figurant sur l'acte d'engagement de chaque lot ;
- le numéro de bon de commande ;
- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire,
- l'objet détaillé de la prestation réalisée ;
- Pour les prestations à prix forfaitaire, la période trimestrielle facturée ;
- le lieu d'exécution de la prestation (site, bâtiment) ;
- Pour les services de maintenance corrective et évolutive : le prix unitaire x quantité des fournitures de produits et matériaux utilisés (ou référence du devis), le cas échéant (en cas de maintenance corrective / évolutive);
- Pour les services de maintenance corrective et évolutive : les frais de main d'œuvre (nombre d'heures d'intervention et coût horaire de l'unité d'œuvre), le cas échéant (en cas de maintenance corrective / évolutive);
- Pour les services de maintenance corrective et évolutive : le taux de remise en fonction du montant du devis ;
- la date et la durée d'exécution ;
- le montant HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

En cas de révision du prix, le titulaire indique en outre les informations prévues à l'article 6.2.3. du présent CCAP.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

### **Facture dématérialisé : portail Chorus Pro**

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, l'ensemble des demandes de paiement seront transmises obligatoirement par le titulaire via le portail Chorus Pro : <https://choruspro.gouv.fr>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro de Marché : (= le numéro du marché figurant sur l'AE).
- Le numéro de Siret \* : [180 036 048 02425](https://siret.fr/18003604802425)
- Le Code service\* : DRPNO
- Le numéro d'engagement juridique\* (= le numéro du bon de commande qui a été émis par le RPA).

\*Ces informations se trouvent dans le cadre « Références à rappeler dans Chorus Portail Pro » du bon de commande Inserm.

### **10.3. Adresse des factures**

Les factures sont libellées à l'adresse suivante :

**Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD  
Immeuble Kadence  
86, rue Régnault – 75013 PARIS**

## **ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT**

### **11.1. Délai global de paiement**

Les sommes dues sont payées par virement au compte ouvert au nom du titulaire et précisé à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou à compter de la date d'exécution des prestations dudit accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, en sus des intérêts moratoires, de 40 €.

## 11.2. Ordonnateur et comptable assignataire

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la déléguée régionale de l'Inserm de la délégation régionale Paris IDF CENTRE NORD.

Le Comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Régionale Inserm Paris-IDF Centre Nord.

Le service responsable de la facturation des dépenses est joignable à l'adresse mail suivante : [facturier.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:facturier.dr-idfcn@inserm.fr).

L'adresse de l'ordonnateur et du comptable assignataire est la suivante :

**Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD**  
**Immeuble Kadence**  
**86, rue Regnault – 75013 PARIS**

## **ARTICLE 12 : PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS et à défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations aux dates fixées au CCTP ou le cas échéant, sur les bons de commande, il lui sera appliqué les pénalités suivantes :

### 12.1. Maintenance préventive

<b>Libellé</b>	<b>Valeur attendue</b>	<b>Montant des pénalités en € HT</b>
Non transmission du planning	Semestriel Eléments indiqués aux articles 5.1.2 et 6.3.6. du CCTP	100 € par jour calendaire de retard sauf en cas d'information préalable de l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD après validation des motifs avancés par le titulaire
Non respect des fréquences d'intervention	Fréquences prévues dans l'annexe 1 du CCTP « gammes de maintenance » et sur la base du rapport mensuel visé à l'article 6.3.4 du CCTP	50 € par jour calendaire de retard et par équipement et nature de la maintenance
Qualité des prestations non conforme au CCTP et à ses annexes	Eléments indiqués dans le CCTP et ses annexes (notamment les articles 5.5.6 et 5.5.7 du CCTP)	300 € par non conformité constatée
Qualité des documentations, informations sur le registre des maintenance	Eléments indiqués à l'article 6.3. du CCTP	200 € par non conformité constatée
Absence de maintenance	Eléments prévus dans l'annexe 1 du CCTP « gammes de maintenance »	1 000 € par non conformité constatée



## 12.2. Maintenance corrective et évolutive

Libellé	Valeur attendue	Montant des pénalités en € HT
Retard d'intervention	2 heures (art.5.2.2 du CCTP)	150 € par tranche de 6 heures
Remise en service	12 heures (art. 5.2.3. du CCTP)	100 € par jour calendaire de retard à compter de la date et heure de l'intervention sauf si motifs préalablement transmis et validés par le responsable immobilier de la DR Paris IDF CENTRE NORD
Remise du devis avec planning prévisionnel des travaux	3 jours ouvrés (art.5.2.3. du CCTP)	50 € par jour calendaire de retard
Retard dans la réalisation des travaux par rapport au planning prévisionnel des travaux	Art 5.2.3. du CCTP	150 € par jour calendaire de retard sauf si motifs préalablement transmis et validés par le responsable immobilier de la DR Paris IDF CENTRE NORD

## 12.3. Reporting annuel de la performance sociale

En cas de non-soumission ou de rapport incomplet tel que défini à l'article 16 du présent CCAP, une pénalité de 0,5 % du montant annuel du lot sera appliquée par mois de retard, jusqu'à un maximum de 3 %.

## 12.4. non respect des obligations environnementales

Non communication sur demande des justificatifs liés à la protection de l'environnement	50 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'établissement
Non-respect des mesures en faveur de la protection de l'environnement	pénalité forfaitaire de 200 € HT par manquement par rapport aux dispositions comprises dans la partie 2 du CRT du titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue. Toutes les pénalités sont forfaitaires et cumulable.

## **ARTICLE 13 : ASSURANCE**

Le titulaire est responsable vis-à-vis des tiers dans le cadre de l'activité qu'il déploie en application du marché dont il est titulaire, et ce, en vertu des articles 1381 à 1386 du Code Civil.

A l'occasion des prestations et obligations des présents marchés, la responsabilité contractuelle du titulaire, à l'égard de l'Inserm, est régie par les règles du Droit Commun.

Le titulaire devra notamment justifier d'une police d'assurance couvrant les risques responsabilités civile et décennale :

- dommages corporels illimités,
- dommages matériels et immatériels consécutifs,
- des risques et dommages résultant d'atteinte à l'environnement.

Le titulaire devra produire les attestations de paiement des primes, avant tout règlement par l'Inserm.

Les attestations des polices d'assurance, dont la date d'échéance est antérieure à celle de la fin du présent marché, devront être fournies, au démarrage du marché puis au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, avec preuve du paiement des primes correspondantes.

## **ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE**

### **14.1. Obligation de déclaration des sous-traitants**

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975, il est rappelé que le titulaire du marché qui a recours à la sous-traitance doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage.

#### **a) Présentation d'un sous-traitant lors du dépôt de l'offre.**

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément du maître d'ouvrage comprend :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### **b) Présentation d'un sous-traitant pendant l'exécution du marché**

Le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au a).

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du code des marchés publics, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

## **14.2. Obligations des sous-traitants**

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes conditions contractuelles que le titulaire.

## **ARTICLE 15 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **15.1. Suivi de l'utilisation efficace de l'énergie**

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre un plan de suivi visant à garantir l'utilisation efficace de l'énergie dans le cadre de la maintenance des installations de Chauffage, Ventilation et Climatisation (CVC) objet du présent marché. Ce plan de suivi devra être élaboré et présenté à l'Inserm dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du marché.

Le plan de suivi mentionné ci-dessus peut reposer sur les principes et les lignes directrices énoncés dans la norme ISO 50001 ou sur toute autre norme ou méthode reconnue internationalement pour la gestion de l'énergie. Le Titulaire est tenu d'inclure dans ce plan les mesures et les indicateurs appropriés permettant d'évaluer et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie dans les systèmes CVC entretenus.

Le Titulaire s'engage à effectuer un suivi des consommations actuelles et à proposer un plan de progrès pour réduire l'utilisation d'énergie, en collaboration avec l'Inserm.

Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec l'Inserm en fournissant toutes les informations nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du plan de suivi et la réalisation des objectifs d'efficacité énergétique.

### **15.2. Politique d'achat**

Le Titulaire doit sélectionner en priorité des fournisseurs et des fabricants ayant pris des engagements vis-à-vis du développement durable et privilégier :

- les produits recyclables et/ou limitant les consommations d'énergie,
- les produits possédant l'Écolabel européen et/ou certifiés NF environnement,
- les fournisseurs certifiés ISO 14001.

Le Titulaire tient une liste de ces fournisseurs à jour qui est tenue à la disposition de l'Acheteur et sur laquelle figurent les engagements.

### **15.3. Gestion de la traçabilité des déchets**

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les réglementations en vigueur en matière de gestion et de traçabilité des déchets générés dans le cadre de la maintenance des installations CVC. Il est tenu de mettre en place des procédures adéquates pour collecter, trier, stocker et éliminer les déchets conformément aux normes environnementales applicables.

Des bordereaux de suivi des déchets devront être fournis à l'Inserm pour chaque enlèvement et élimination de déchets, conformément à la réglementation en vigueur. Le Titulaire devra conserver ces bordereaux pendant la durée du contrat et les mettre à la disposition de l'Inserm sur demande.

### **15.4. Déplacements**

Pour se déplacer sur les différents sites de l'Inserm, le Titulaire privilégie les déplacements à pieds, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Les véhicules relèvent de la vignette Crit'Air1.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le Titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du présent marché.

#### **ARTICLE 16: CLAUSE DE PERFORMANCE SOCIALE**

- Le titulaire s'engage à soumettre à l'adresse : [achats.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:achats.dr-idfcn@inserm.fr) un rapport annuel, avant le 31 mars de chaque année, détaillant les actions sociales mises en œuvre dans le cadre du marché (ex. emploi local, formation à l'insertion, sensibilisation à la diversité). Ce rapport devra inclure des indicateurs mesurables (nombre d'heures, personnes impliquées) et des pièces justificatives (attestations, fiches de paie, bordereaux).

- Vérification : Le rapport sera examiné par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) INSERM pour s'assurer du respect des engagements sociaux. Des contrôles ponctuels pourront être effectués sur demande.

- Sanction : En cas de non-soumission ou de rapport incomplet, les pénalités fixées à l'article 12.3 du CCAP seront appliquées.

#### **ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation préalable écrite de l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD , être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui.

#### **ARTICLE 18 : LITIGES**

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise au tribunal administratif de Paris.

Les litiges sont réglés par les lois et règlement du droit français.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre

l'Inserm d'une part et le titulaire d'autre part, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

## **ARTICLE 19 : RESILIATION**

Les conditions de résiliation sont celles mentionnées au chapitre 6 du CCAG/FCS.

Les présents marchés pourront être notamment résiliés de plein droit et sans formalité, et sans qu'il y ait lieu au versement d'une indemnité, en cas d'inexécution par le titulaire d'une de ses obligations contractuelles et, particulièrement dans les cas suivants :

### **19.1. Résiliation à la demande de l'Inserm**

#### **19.1.1. Retards, insuffisances, interruptions**

En cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance de chauffage ou de climatisation auquel le titulaire n'aura pas pallié dans les délais fixés, l'Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD mettra le titulaire en demeure de remédier à ces retards, insuffisances ou interruptions dans un délai de 48 heures, à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure.

A l'expiration de ce délai, si le titulaire ne pouvait assurer les dites prestations, l'Inserm y pourvoirait aux frais et risque du titulaire.

#### **19.1.2. Autres cas**

Le titulaire est tenu de fournir les pièces mentionnées aux articles L.8222-5, L.8222-7 et L.8222-8 du code du travail, tous les six mois à compter de la notification du présent marché et ce, jusqu'à son terme.

Il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS, lorsque après signature du marché, il ressort que sont inexactes :

- les pièces mentionnées ci-dessus, remises au titre de la candidature ou en application de l'alinéa précédent ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, remis au titre de la candidature.

Les présents marchés peuvent, en outre, être résiliés aux torts du titulaire et sans mise en demeure, et sans que le titulaire ou ses ayants droit ne puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements ;
- en cas d'incapacité dûment constatée, de fraude ou de tromperie grave sur l'exécution des prestations ;
- en cas de suppression ou de réduction d'intervention apportant une gêne flagrante pour l'Inserm,
- quand le titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché ;

- quand le montant des pénalités appliquées aux prestations rendues par le titulaire atteint ou dépasse le montant de la rémunération desdites prestations pour la même période.

## **19.2. Résiliation à la demande du titulaire : Force majeure**

Si le titulaire ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec l'Inserm toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le titulaire peut demander la résiliation du marché respectant les clauses du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 20 : REMISE DES INSTALLATIONS**

A l'expiration de chaque marché et dans le cas du non renouvellement, le titulaire remettra à la disposition de l'Inserm toutes les installations confiées y compris les consommables livrés sur place.

Ces matériels et installations comprendront non seulement ceux qui auront été mis en place à l'origine ou qu'il aura renouvelés au cours de l'exploitation, mais également tous les matériels complémentaires qu'il aura pu installer à l'origine de son exploitation ou en cours de celle-ci avec l'accord de l'Inserm, sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée pour ceux-ci par le titulaire, sauf s'il en a été convenu autrement au moment de leurs installations.

L'Inserm pourra faire visiter toutes ces installations par un organisme spécialisé ou un expert de son choix.

Le titulaire sera tenu d'exécuter ou de faire exécuter avant le début de la saison de chauffe suivante, les travaux préconisés par celui-ci en vue de permettre la fourniture du chauffage pendant ladite saison.

En cas de contestation sur les travaux préconisés, par l'organisme ou l'expert choisi par l'Inserm Paris IDF CENTRE NORD, le différend sera soumis à l'arbitrage d'un organisme ou expert choisi par les deux parties.

Un état des lieux, matériels et installations, sera dressé au moment de l'expiration du marché et fera l'objet d'un procès-verbal.

En cas de résiliation ou de non-renouvellement de chaque marché, le dossier de maintenance tel que décrit dans le CCTP reste la propriété de l'Inserm.

Le titulaire se verra remettre le fichier de son personnel. Il ne pourra, sans autorisation express du représentant de l'Inserm Paris IDF CENTRE NORD, prélever de document dans le dossier de maintenance.

## **ARTICLE 21 : GARANTIE**

Toute fourniture d'un montant supérieur ou égal à 100 € fera l'objet d'une garantie. La durée de garantie de l'équipement sera précisée dans le devis.

- la durée de garantie sera au minimum d'un an sur l'ensemble des appareils et pièces détachées ;

- si la garantie du constructeur est supérieure à un an, le titulaire respectera les préconisations du fabricant afin de permettre à l'Inserm de bénéficier de cette durée maximum de garantie.

Pendant la période de garantie les interventions ne pourront faire l'objet d'une facturation (y compris les frais de fournitures et main d'œuvre).

## **ARTICLE 22 : CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE**

Pour les services de maintenance évolutive (comme l'aménagement ou le renouvellement des installations), le pouvoir adjudicateur peut décider de recourir à un autre opérateur économique, dans le respect des principes du code de la commande publique.

## **ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

<b>Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS</b>	<b>Articles du CCAG- FCS auxquels le présent CCAP déroge</b>
2	4.1
5	13.3.2
12	14
12.4	14.1.3